

Envoyé en préfecture le 03/04/2024

Reçu en préfecture le 03/04/2024

Publié le 03/04/2024

ID : 029-242900801-20240329-DCC2024_068-DE

Tims

L'écomobilité pour tous



**PROGRAMME CEE N° PRO-INNO-70
TIMS (TERRITOIRES INCLUSION MOBILITE
SOBRIETE)
« L'ECOMOBILITE POUR TOUS »**



**Auvergne
Rhône-Alpes**
Énergie Environnement

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE DEPLOIEMENT DE PROJETS LOCAUX D'ECOMOBILITE INCLUSIVE

L'appel à manifestation d'intérêt pour des projets locaux d'écomobilité inclusive (ci-après « AMI ») est porté par le CLER - Réseau pour la transition énergétique, et ses 3 partenaires : Mob'In - les acteurs territoriaux de la mobilité inclusive, Auvergne-Rhône-Alpes Energie Environnement (AURA-EE) et le Réseau des Agences Régionales de l'Energie et de l'Environnement (RARE).

Il s'inscrit dans le cadre du nouveau programme de Certificats d'Économies d'Énergie (CEE) TIMS, Territoires Inclusion Mobilité Sobriété, et bénéficie à ce titre du financement associé. Ce programme a démarré en janvier 2023 et se terminera le 31 décembre 2026.

L'appel à manifestation d'intérêt vise à développer l'écomobilité inclusive sur les territoires. Ce développement impose la mise en œuvre d'un ensemble d'actions et de mesures permettant le changement de pratiques de mobilité. Pour créer un environnement favorable au dépassement de l'autosolisme, les territoires doivent combiner trois grandes catégories d'actions : accompagnement individuel et collectif, information et sensibilisation, et développement de services de mobilité sobre, active et partagée.

En déployant des solutions adaptées à leur contexte local, ces acteurs territoriaux participeront à la structuration du secteur. En effet, une attention particulière sera portée au potentiel de standardisation de la méthodologie de mise en œuvre des actions du Programme afin d'en accroître la modélisation en vue d'une répliquabilité à plus grande échelle, au-delà du programme.

L'AMI se compose des éléments suivants :

- Le document de présentation global de la démarche (présent document), valant également règlement de consultation.
- Le dossier de réponse comprenant un document word (fiche projet) et un tableur excel (fiche budget) à renseigner par les candidats.
- Des annexes.

Cet AMI est ouvert du vendredi 23 juin 2023 à 10h00 au lundi 2 octobre 2023 à 13h.

La notification des résultats de l'AMI aura lieu au plus tard le 15 décembre 2023.

Retrouvez le webinaire de présentation de l'AMI qui a eu lieu lundi 19 juin à 14h00 [ici](#).

Informations actualisées et FAQ sur les sites internet des membres du consortium national TIMS :

- <https://cler.org/tims-programme-eco-mobilite-inclusive/>
- https://rare.fr/nos_actions/programme-tims-territoires-inclusion-mobilite-sobriete/
- <https://www.auvergnerrhonealpes-ee.fr/projets/projet/tims-le-programme-pour-une-mobilite-durable-et-solidaire>
- <https://www.mobin-solutions.fr/articles/128>

Un forum a été ouvert sous Discord pour vous permettre d'avoir accès aux questions et réponses déjà formulées : <https://discord.gg/ysze86c8>

Un guide d'utilisation du forum sous Discord est disponible en annexe.

Si vous n'avez pas trouvé votre réponse parmi les ressources citées précédemment, vous pouvez nous contacter à l'adresse suivante : mobilites@cler.org

Contacts : Soazig Rouillard, coordinatrice du programme TIMS au CLER



PROGRAMME TIMS

Le présent appel à candidature a pour objectif d'identifier 90 projets locaux.

A qui s'adresse cet AMI ?

- A des acteurs du secteur public, associatifs et/ou de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS).
- Disposant d'une expérience dans les domaines de : la mobilité, et/ou le social, et/ou la transition énergétique.
- Capables de mobiliser les acteurs du territoire pour créer un véritable écosystème de l'écomobilité inclusive.

Il est possible de répondre seul ou en groupement.

Si le candidat n'est pas une collectivité locale, il lui faudra justifier du soutien d'au moins une collectivité locale compétente sur le sujet (il ne s'agit pas nécessairement d'un soutien financier).

Comment candidater ?

- Télécharger le dossier de candidature : <https://www.soyons.cler.org/s/MHfd8FePWHb6Dex>
- Envoyer le dossier complet à l'adresse : mobilites@cler.org

Détail du programme :

Le programme TIMS, « **Territoires Inclusion Mobilité Sobriété** », vise à **offrir des solutions d'écomobilité et de l'accompagnement à des populations qui n'ont pas accès à des services de déplacement adaptés.**

La mobilité est au croisement de différents enjeux sociaux, environnementaux, et économiques de plus en plus forts.

- Urgence sociale, climatique et géopolitique renforcée par les événements actuels, **en particulier dans les territoires ruraux et périurbains.**
- Avec la **hausse des prix des carburants** depuis 10 ans de moins en moins de personnes peuvent se payer un véhicule.
- L'**absence de solutions de mobilités dans les territoires isolés et vulnérables** génère des difficultés d'accès à l'emploi, aux soins, la perte de lien social...
- L'**urgence climatique** nous impose dans le même temps de réduire drastiquement nos émissions de gaz à effet de serre.
- L'**appel du GIEC** à privilégier en urgence les options d'adaptation inclusives et multisectorielles.

TIMS a été créé afin de répondre à ces multiples enjeux, en faisant **converger mobilité durable et mobilité inclusive** et en structurant ce nouveau secteur.

L'objectif ? Réduire l'impact écologique de la mobilité et permettre l'accès de tous à l'éducation, à l'emploi, aux soins, aux services, aux loisirs et à la culture.

Ce programme, qui dure jusqu'en 2026, propose aux territoires de la France continentale et d'Outre-mer et aux acteurs locaux de les accompagner dans :

- le **développement de 90 projets locaux** afin de fédérer autour des collectivités territoriales les acteurs privés et associatifs pour favoriser et massifier les solutions d'alternatives à la voiture individuelle,



- la **formation et la mise en place d'un réseau de professionnels** au croisement de la mobilité solidaire et de la mobilité durable (au moins 100 conseillers et 100 référents territoriaux en écomobilité inclusive),
- et **l'expérimentation de 8 territoires à écomobilité inclusive** ou TEMI, aux politiques transversales. (rajouter paragraphe pour indiquer que ce sera un autre AMI complémentaire qui ne porte pas sur les mêmes actions et que c'est cumulable mais sur animation/coordination/planification/ingénierie)

Cet AMI concerne le 1er axe « développement de 90 projets locaux ». Cependant, les autres axes du programme seront ouverts à toute structure souhaitant s'y inscrire, y compris les candidats qui ne seront pas retenus pour cet AMI.

L'ensemble de ces axes est par ailleurs adossé à un centre de ressources national et à un dispositif de suivi-évaluation spécifiquement développés pour ce programme.

L'évaluation est en effet un point essentiel du programme afin de capitaliser, répliquer et massifier le déploiement de solutions efficaces pendant et au-delà du programme.

TIMS intègre, dès sa mise en place, une plateforme (rajouter le nom de domaine) incluant un dispositif d'évaluation et de capitalisation des actions déployées, pour :

- évaluer les résultats des actions : nombre de personnes concernées, taux de réalisation des objectifs de chaque action, évolution des écosystèmes locaux...
- évaluer l'impact social et environnemental : pratiques actuelles, taux de changement de pratiques, taux d'accès ou maintien dans l'emploi, taux d'accès aux services, réduction des GES, etc.
- définir des indicateurs de suivi de ce secteur d'activité et l'échelle pertinente d'observation des impacts (certains indicateurs sont fournis au démarrage du programme et d'autres seront co-construits avec un échantillon de porteurs de projets locaux).

La convention de mise en oeuvre du programme TIMS sera disponible après sa signature sur le site du Ministère : <https://www.ecologie.gouv.fr/cee-programmes-daccompagnement>



SOMMAIRE DE L'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

PROJETS ATTENDUS.....	6
CRITERES D'ELIGIBILITE.....	7
CRITERES DE SELECTION	8
PROCESSUS DE SELECTION.....	9
DEPLOIEMENT ET SUIVI DU PROGRAMME.....	10
COMMUNICATION.....	10
ENGAGEMENTS DES CANDIDATS RETENUS.....	10
Formation.....	10
Suivi-évaluation et reporting financier.....	10
RGPD.....	10
SOUTIEN FINANCIER DES PROJETS.....	11
Dépenses éligibles.....	11
Montant et taux de financement.....	11
Certification des dépenses.....	11
Trésorerie.....	12
En cas de projet multi-partenaires.....	12
ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS	13
ANNEXES	14



PROJETS ATTENDUS

Les projets doivent combiner plusieurs **actions locales** à choisir parmi les catégories suivantes :

- Accompagnement :
 - o Individuel (conseil, coaching, etc.)
 - o Collectif (ateliers, formations, etc.).
- Développement de services de mobilité sobre, partagée et active :
 - Mobilités évitées ou inversées (Sobriété)
 - Modes actifs :
 - o Vélobus ou pédibus
 - o Location
 - o Autre
 - Mobilités partagées :
 - o Covoiturage
 - o Autopartage
 - o Transport à la demande
 - o Autre
 - Autre

Chaque action doit systématiquement inclure un volet communication et de la sensibilisation.

Les projets doivent :

- Présenter **une plus-value** par rapport à ce qui existe déjà sur le territoire. Il s'agit de développer une offre locale de dispositifs complémentaires, ce qui sous-tend une bonne connaissance des dispositifs et acteurs déjà présents, et d'avoir analysé leurs limites par rapport aux besoins du public ciblé.
- Être **ancrés dans les territoires**, et soutenus par les collectivités locales compétentes.
- **Mobiliser les acteurs locaux** dans les domaines de la mobilité, du social, de l'énergie, en vue de créer ou renforcer l'écosystème existant de l'écobilité inclusive.
- Présenter des actions/projets structurants, permettant de **changer d'échelle**.
- Prendre en compte **les enseignements** issus de projets/programmes précédents et des recherches effectuées sur le sujet (cf. liste de ressources à consulter en fin de document).

Le programme ne finance pas :

- De dispositif existant qui serait poursuivi à l'identique sur le même territoire
- De dispositif qui consisterait simplement à appliquer la réglementation en vigueur.

La durée des projets financés est de 3 ans. Les candidats doivent ainsi présenter un calendrier et un budget pluriannuel sur 2024, 2025 et 2026.

Il est possible de présenter des projets émergents avec une phase de démarrage, ne dépassant pas 6 mois, permettant notamment de renforcer les partenariats locaux et de mobiliser l'ensemble des acteurs concernés.

Les candidats doivent prévoir les moyens nécessaires à la bonne exécution du projet dans son ensemble, et ces moyens doivent être précisés dans la candidature, notamment pour assurer : la gestion du partenariat au niveau local et des échanges au niveau régional voire national pour capitaliser et valoriser les projets ; le suivi-évaluation ; la formation des professionnels qui interviendront dans le cadre du projet ; le *reporting* administratif et financier.



CRITERES D'ELIGIBILITE

Pour être éligible, la candidature doit être portée par :

- Un acteur du secteur public
- Un acteur de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) ([cf. Définition](#))

Les projets doivent durer 3 ans : 2024 à 2026.

Montant minimal du projet sur 3 ans : 100K euros

La candidature doit également être complète au sens administratif, annexes et pièces justificatives comprises.

Dans le cas où le(s) candidat(s) n'est pas une collectivité locale, il doit produire un justificatif démontrant le soutien d'une ou de plusieurs collectivités locales compétentes sur le territoire de déploiement de son projet (il ne s'agit pas nécessairement d'un soutien financier).



CRITERES DE SELECTION

Critères liés au(x) candidat(s) :

- L'expérience : significative en matière de mobilité et/ou dans le domaine social et/ou de la transition énergétique.
- La solidité financière de la structure.

Critères liés au projet :

- L'innovation : des actions nouvelles ou un changement d'organisation/ d'échelle.
- L'additionnalité ou la complémentarité à ce qui existe sur le territoire et donc la connaissance des dispositifs, acteurs et besoins locaux.
- La viabilité économique, a minima pendant la durée du projet.
- L'efficacité : pour un budget donné, nombre de bénéficiaires, résultats attendus en quantité et qualité.
- L'adéquation entre les moyens alloués au projet, les objectifs fixés (en quantité et qualité) et le budget proposé.
- L'ancrage territorial, le soutien de collectivités locales compétentes et la mobilisation des principaux acteurs locaux de la mobilité durable et/ou solidaire.
- La gouvernance territoriale permettant d'impliquer toutes les parties prenantes.
- La gouvernance du projet permettant de bien identifier les différents rôles et les instances de décision, de concertation, de suivi-évaluation, etc.
- La capacité à valoriser les actions et le programme.
- L'envergure du projet, qui doit être suffisante pour contribuer au changement d'échelle, à une certaine massification...
- Une approche systémique, incluant l'accompagnement au changement : à l'échelle du porteur et du territoire.
- La prise en compte des enseignements issus de programmes/projets précédents et de recherches sur le sujet.
- Le réalisme du calendrier proposé.
- Le gisement d'économies d'énergie que le projet peut contribuer à engendrer directement ou indirectement.
- Le caractère inclusif du projet par rapport aux publics et territoires ciblés.



PROCESSUS DE SELECTION

La sélection se fait en 2 temps :

- D'abord par les membres du consortium, qui procéderont à une première analyse des candidatures reçues, selon les critères d'éligibilité et de sélection précisés dans la rubrique précédente.
- Puis par le Comité d'Experts (composé d'experts des économies d'énergie et de la mobilité inclusive ; des représentant de la DGEC, de la DGITM et de l'ADEME), sur la base de la première analyse effectuée par les membres du consortium.

L'évaluation des candidatures pourra donner lieu à des échanges ou auditions avec certains candidats, si besoin de précisions.

La procédure d'analyse sera précisée, notamment en termes de pondération et notation de chaque critère, et rendue publique, avant la fin de la période de dépôt des candidatures.

En fonction de leurs projets, une orientation vers d'autres financements et soutiens pourra être proposée aux candidats.



DEPLOIEMENT ET SUIVI DU PROGRAMME

Le déploiement du programme suppose un engagement concret de la part de porteurs de projets locaux dans la vie du programme TIMS. En effet, une fois sélectionnés, les porteurs de projets locaux aident à la définition et à l'adaptation locale d'indicateurs de suivi-évaluation, participent aux instances locales et régionales, valorisent le programme, etc.

COMMUNICATION

Une fois le candidat sélectionné, celui-ci est appelé à mettre en avant son implication au sein du programme TIMS dans ses actions de communication et à publier les résultats de son projet, notamment avec le logo TIMS. Le CLER, porteur du programme fournira aux candidats sélectionnés une charte et un kit de communication.

Le CLER et ses partenaires associés membres du consortium national, se réservent entre autres le droit de communiquer sur les objectifs généraux du projet, ses enjeux et ses résultats.

ENGAGEMENTS DES CANDIDATS RETENUS

Chaque candidat sélectionné signera une charte d'engagements dans le programme. Cette charte abordera notamment les points suivants.

Formation

Les candidats retenus et leurs partenaires locaux s'engagent à former à l'écomobilité inclusive leurs intervenants dans le cadre des formations dispensées dans le cadre du programme TIMS : « Conseillère ou conseiller en écomobilité inclusive » (CEMI) et « Référent.e territorial.e en écomobilité inclusive » (REMI).

Suivi-évaluation et reporting financier

Les candidats retenus seront tenus à un reporting financier qui fera l'objet d'une certification annuelle par un commissaire aux comptes ou un comptable public. Les versements du soutien financier du programme seront également conditionnés au renseignement de l'outil de suivi-évaluation mis en place par le programme, et à la production d'un bilan annuel d'activités. Une évaluation globale du projet à la fin des 3 ans viendra compléter ce reporting annuel.

RGPD

Sans préjudice des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, la liste des bénéficiaires des projets devra être tenue à disposition de la Direction Générale de l'Energie et du Climat (DGEC).



SOUTIEN FINANCIER DES PROJETS

Dépenses éligibles

Date

La date de démarrage prise en compte pour la remontée des dépenses sera au plus tôt le 1er janvier 2024, sous réserve de la signature ultérieure de la convention entre le CLER et le porteur de projet local. Les dépenses pourront ensuite être réalisées jusqu'au 31 décembre 2026.

Type de dépenses

Les investissements matériels sont limités à 20% du coût total du projet. Ils sont financés sur la base du montant TTC.

Le coût journée pris en compte est un coût journée « environné », c'est-à-dire :
coût salarié direct (charges salariales et patronales) + coûts connexes (coûts administratifs et autres frais généraux non directement rattachables au projet + les coûts humains pour les fonctions support et la participation à la vie de la structure) / nombre de jours travaillés par an par ETP
Ce coût est à multiplier par le nombre de jours travaillés effectivement sur le projet. Le temps passé devra être justifié au réel notamment à travers une attestation annuelle.
Le coût journée devra être certifié chaque année par le commissaire aux comptes ou le comptable public.

Les frais de déplacements et les prestations directement imputables au projet peuvent être ajoutés en tant que frais directs. Ils sont financés sur la base du montant TTC.

Montant et taux de financement

Le budget minimal des projets déposés doit être de 100 000 euros sur 3 ans.

Le taux de financement du programme TIMS ne dépassera pas : 100% en 2024, 90% en 2025 et 80% en 2026. Il dépendra des autres cofinancements obtenus (aucun projet ne sera financé à plus de 100%). Il n'est pas possible d'avoir un cofinancement d'autres programmes CEE et les cofinancements par l'ADEME seront analysés au cas par cas.
Les cofinancements et l'autofinancement sont à préciser dans le budget prévisionnel du projet (origine et montant).

Une fourchette indicative des montants de financement par le programme TIMS est : 50 000 euros à 400 000 euros.

Ainsi, pour un projet d'un budget minimum de 100 000 euros sur 3 ans, il pourrait y avoir un financement par le programme TIMS d'au moins 50 000 euros et d'au mieux 90 000 euros (moyenne de 90% avec 100% en 2024, 90% en 2025 et 80% en 2026), en fonction des autres cofinancements dont bénéficie le projet.

Certification des dépenses

La certification des dépenses sera demandée chaque année et devra être réalisée par un commissaire aux comptes ou un comptable public.



Trésorerie

Le versement du financement dans le cadre du programme se fera sur la base de remontées de dépenses annuelles certifiées au 1er trimestre l'année suivante. Le calendrier sera précisé dans la convention.

Un premier acompte pourra être versé à la signature de la convention.

En cas de projet multi-partenaires

En cas de projet impliquant plusieurs partenaires, tous les partenaires doivent être identifiés dans la candidature et le budget prévisionnel du projet. Il est cependant demandé d'identifier un porteur et des partenaires associés. Le porteur devra centraliser les remontées de dépenses, il recevra l'ensemble du financement et sera responsable du reversement aux partenaires. Par ailleurs, il est rappelé qu'il est possible d'avoir recours à des prestataires dans le cadre du programme, en respectant les règles de mise en concurrence indiquées dans la doctrine des programmes CEE présente en annexe.



ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS

Des pilotes régionaux seront identifiés par les membres du consortium national pour accompagner les porteurs de projets locaux, au plus près de leurs territoires. Ils bénéficieront pour cela d'un soutien financier et méthodologique du programme TIMS. Les missions de ces pilotes sont précisées ci-dessous :

- Créer et animer le réseau des porteurs de projets locaux (y compris échanges de pratiques et formations). En lien avec les porteurs de projets locaux, informer et mobiliser les partenaires locaux.
- Appuyer chaque porteur dans la préparation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation, la pérennisation de ses actions sur son territoire, ainsi que l'articulation de ses actions avec l'écosystème local.
- Garantir le respect des règles et procédures de gestion administratives et financières par chaque porteur d'action.
- Concevoir et mettre en œuvre une stratégie et un plan d'action de communication régionale, et participer aux événements et à la communication nationaux.
- Mettre en place et animer une instance technique et politique par Région (implication de l'ensemble des acteurs locaux et régionaux notamment les représentants en région des réseaux Mobin, CLER et RARE)

Les pilotes régionaux ne pourront candidater à aucun AMI proposé dans le cadre du programme TIMS.

Ressources à consulter

- PEnD-Aura et PEnD-Aura + : <https://www.auvergnerhonealpes-ee.fr/projets/projet/pendaura>
- Laboratoire de Mobilité Inclusive : <https://www.mobiliteinclusive.com/>
- Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne, laboratoire mobilités et transports : <https://www.epfl.ch/labs/transp-or/>
- ADEME : <https://expertises.ademe.fr/air-mobilites/mobilite-transports>
- France Mobilités : <https://www.francemobilites.fr/>

Liste des justificatifs à joindre à la candidature

- Courrier de sollicitation signé par la/le représentant.e légal.e de la structure ou des structures qui portent la candidature
- Statuts
- Budget prévisionnel 2023 et Comptes certifiés 2022
- Justificatif de soutien d'une ou de plusieurs collectivités



ANNEXES

Annexes au règlement de consultation :

- Doctrine programmes CEE : https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Doctrine%20Programme_FINAL_2021_06_25.pdf
- Guide du porteur de programme CEE : https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Guide%20programmes%20CEE_PUBLIC_FINAL2020_08_12.pdf
- Cahier des charges de l'Appel à Programmes CEE 2022 : <https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/CahierChargesAAP-CEE-2022.pdf>
- [Guide d'utilisation de Discord](#)

Annexes à présenter par les candidats :

Tout document permettant d'étayer plus précisément sa candidature

